

France/Attentats

Trois morts dans des attaques revendiquées par l'EI

AFP
Trèbes/France

L'assaillant, qui a agi "seul", a été abattu par les forces de l'ordre.

AU moins trois personnes sont mortes et plusieurs ont été blessées hier dans le sud de la France, au cours de trois attentats, revendiqués par le groupe jihadiste Etat islamique (EI) et perpétrés par un assaillant qui a agi "seul" avant d'être abattu par les forces de l'ordre. L'auteur de ces trois attaques perpétrées dans les villes de Carcassonne et Trèbes (sud), identifié comme Redouane Lakdim, 26 ans, a agi "seul" et était connu "pour des faits de petite délinquance", a déclaré à la presse le ministre français de l'Intérieur Gérard Collomb, arrivé sur les lieux des attentats, qui ont été revendiqués par l'EI. "L'homme qui a mené l'attaque de Trèbes dans le sud de la France est un soldat de l'Etat islamique, qui a agi en réponse à l'appel" de l'organisation "à viser les pays membres de la coalition" internationale anti-EI, selon un communiqué d'Amaq, l'agence de propagande du groupe jihadiste, partagé sur l'application Telegram.

L'assaillant a été tué hier après-midi lors d'un assaut mené par les forces de l'ordre dans le supermarché de Trèbes où il était retranché avec un gendarme, a annoncé le ministre. Peu avant, ce gendarme s'était "volontairement substitué à un otage (civil) que le terroriste tenait" et était "resté avec lui", a précisé M. Collomb. "Le terroriste a tiré" et les forces de l'ordre sont intervenues, puis ont abattu l'assaillant, a-t-il poursuivi. Ce gendarme a été grièvement blessé par balle, ainsi qu'un autre militaire lors de l'assaut, ont précisé ces sources. Le suspect, qui se réclamait de l'EI, avait volé hier matin une voiture à Carcassonne, tuant un passager et blessant grièvement le conducteur, selon des sources proches de l'enquête. Il avait ensuite blessé un policier par balle - ce dernier rentrait d'un footing avec plusieurs collègues -, puis l'assaillant s'était rendu dans un supermarché de Trèbes, à dix kilomètres de là, où il a tué deux autres personnes. "Nous l'avions suivi et pensions qu'il n'y avait pas de radicalisation, il est passé à l'acte brusquement alors qu'il était déjà surveillé", a ajouté le ministre de l'Intérieur, affirmant que le risque terroriste restait



Photo : AFP

Forces de l'ordre et témoins devant le supermarché théâtre de l'une des trois attaques perpétrées hier par Redouane Lakdim.

"extrêmement fort" en France. Depuis Bruxelles, le président Emmanuel Macron a souligné que la France fait face "depuis plusieurs mois à une menace endogène". Le pays reste traumatisé par une série d'attentats, parfois de masse, en 2015 et 2016, qui ont fait 241 morts et des centaines de blessés. La dernière attaque meurtrière en France s'était produite le 1er octobre 2017 à Marseille (sud-est). Un Tunisien de 29 ans avait tué au couteau deux cousines, avant d'être abattu par la police. L'EI avait revendiqué ces assassinats, mais les enquêteurs français n'ont pas, pour l'heure, trouvé d'élément reliant

l'assaillant à l'organisation jihadiste. Selon les premiers éléments de l'enquête obtenus par l'AFP d'une source proche du dossier, un homme a pénétré "vers 11H15" (même heure au Gabon) dans le supermarché de Trèbes "et des coups de feu ont été entendus". Selon ces sources, un témoin a déclaré que l'auteur des coups de feu, qui aurait été armé de couteaux, d'une arme de poing et de grenades, avait crié "Allah Akbar" en entrant dans le magasin. "ACTE LÂCHE" • Quelques minutes plus tôt, un policier rentrait d'un footing avec plusieurs collègues avait été légèrement blessé par balle à Carcassonne

par un homme armé qui a pris la fuite, selon les mêmes sources. La section antiterroriste du parquet de Paris a été saisie. La prise d'otages est un mode opératoire déjà utilisé à plusieurs reprises en France ces dernières années par des jihadistes. "Un homme a crié et a tiré des coups de feu à plusieurs reprises", a raconté une cliente du supermarché sur la radio Franceinfo. "J'ai vu une porte de frigo, j'ai demandé aux gens de venir se mettre à l'abri. Nous étions dix et nous sommes restés une heure. Il y a eu encore des coups de feu et on est sortis par la porte de secours derrière". Tous les accès à la localité de Trèbes étaient bloqués. Des membres des forces de l'ordre lourdement armés étaient postés à la sortie d'autoroute desservant la ville. La France fait partie de la coalition militaire internationale intervenant en Syrie et Irak contre l'EI, qui perd peu à peu tous ses bastions. Réagissant à ces nouvelles attaques en France, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a exprimé son "émotion" et adressé "son plein soutien" au peuple français.

L'Afrique en bref

• **Centrafrique / Combats. Au moins 10 civils tués dans le sud**
Une dizaine de civils ont été tués lors de combats qui ont lieu depuis mercredi à Seko, dans le sud de la Centrafrique, entre deux groupes armés, a appris hier l'AFP de sources concordantes.

• **Ile Maurice / Politique. Intérim du vice-président à la tête du pays**
Le vice-président mauricien, Paramasivum Pillay Vyapoory, occupe depuis hier et de manière transitoire les fonctions de président de la République, après la démission d'Ameenah Gurib-Fakim, mise en cause dans un scandale financier, a annoncé la présidence.

• **Togo / Politique. Reprise du dialogue entre le pouvoir et l'opposition**
Les négociations entre le parti au pouvoir et l'opposition togolaise ont repris hier à Lomé, en présence du président ghanéen, Nana Akufo-Addo, facilitateur du dialogue, après un mois d'interruption, a constaté un journaliste de l'AFP.

• **Zambie / Politique. L'opposition veut destituer le président Lungu**



Photo : AFP

Le principal parti d'opposition de Zambie a déposé devant le Parlement une motion de destitution - qui sera discutée par les députés le 28 mars - du président Edgar Lungu, qu'elle accuse depuis des mois de dérive autoritaire, a-t-on appris hier de source parlementaire.

A travers le monde

• **France/Justice. Sarkozy va faire appel de son contrôle judiciaire**
L'ancien président français Nicolas Sarkozy, inculpé mercredi dans l'enquête sur les soupçons de financement libyen de sa campagne présidentielle de 2007, va faire appel de son contrôle judiciaire, a annoncé hier son avocat Me Thierry Herzog sur la radio RTL.

• **Syrie/Conflit. 37 civils tués dans la Ghouta**
Trente-sept civils ont été tués dans la nuit de jeudi à hier par des frappes aériennes russes dans la région d'Arbine, une des dernières poches rebelles de la Ghouta orientale, près de Damas, a affirmé hier l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Mali/Politique

Le Premier ministre à Kidal

AFP
Kidal/Mali

Il s'agit d'une première depuis mai 2014.

LE Premier ministre malien Soumeylou Boubeye Maïga est arrivé hier à Kidal, une première depuis près de quatre ans dans ce bastion de l'ex-rébellion dans le nord du Mali, où une attaque jihadiste la veille a blessé cinq militaires français. L'hélicoptère amenant M. Maïga et sa délégation s'est posé peu après 10H00 GMT (11H00 au Gabon) sur la base de la Mission de l'Onu (Minusma), où le chef de la Minusma, Mahamat Saleh Annadif, est venu l'accueillir, a constaté un correspondant de l'AFP. Il devait ensuite rencontrer les autorités locales. M. Maïga a entamé jeudi avec huit de ses ministres une tournée dans le nord et le centre du pays, par une étape à Tessalit (nord-est), près de la frontière algérienne, où il a dû passer la nuit après le report à hier de l'étape hautement

symbolique de Kidal, officiellement pour des raisons météorologiques. Jeudi matin, une attaque contre le camp de la Minusma et de la force française Barkhane y a fait cinq blessés légers parmi les militaires français, selon l'état-major des armées à Paris, ainsi que des dégâts matériels. Le "Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans", principale alliance jihadiste du Sahel liée à Al-Qaïda, formée en 2017 et dirigée par le chef islamiste touareg malien Iyad Ag Ghaly, a revendiqué cette attaque. Dans un communiqué diffusé sur les réseaux sociaux, le groupe affirme que ses combattants sont parvenus à tirer une salve de roquettes sur le camp, "malgré les strictes mesures de sécurité prises par l'ennemi pour accueillir le Premier ministre du gouvernement collaborateur malien". Le chef de la Minusma a condamné l'attaque, qualifiée dans un communiqué de "tentative lâche perpétrée par les ennemis de la paix dans le but d'entraver ces évolutions positives



Photo : AFP

Le Premier ministre Soumeylou Boubeye Maïga est arrivé à Kidal au lendemain d'une attaque jihadiste qui a fait cinq blessés légers parmi les militaires français de la force Barkhane.

symbolisées par la visite du Premier ministre à Kidal, qui est un signal fort pour la paix et la réconciliation au Mali". La ministre française des Armées Florence Parly a également estimé jeudi à Paris qu'il existait "très probablement un lien entre cette attaque et l'intention exprimée par le Premier ministre malien de se rendre à Kidal". **DIFFICILE RETOUR DE L'ETAT** • La Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA, ex-rébellion à dominante touareg) n'a pas officiellement posé de conditions à la venue de M.

Maïga. En octobre 2016, la présence lors de la rentrée des classes du gouverneur de Kidal lors d'une cérémonie avec levée du drapeau malien avait esquissé un début de retour de l'Etat dans cette zone. L'Etat malien n'avait pas repris pied à Kidal depuis des combats en mai 2014 pendant une visite du Premier ministre de l'époque, Moussa Mara, qui s'étaient soldés par une lourde défaite de l'armée face aux rebelles. A Tessalit, M. Maïga a rencontré les habitants et déjeuné avec les militaires

maliens stationnés dans cette localité. Il a promis aux militaires maliens de les "mettre dans les meilleures conditions pour faire face à l'ennemi terrorisme". "Il est important que vous sachiez que vous n'êtes pas seuls", leur a-t-il dit. Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda à la faveur de la déroute de l'armée face à la rébellion, d'abord alliée à ces groupes qui l'ont ensuite évincée. Ces groupes en ont été en grande partie chassés à la suite du lancement en janvier 2013, à l'initiative de la France, d'une intervention militaire internationale, qui se poursuit actuellement. Mais des zones entières échappent au contrôle des forces maliennes et étrangères, régulièrement visées par des attaques meurtrières, malgré la signature en mai-juin 2015 d'un accord de paix, censé isoler définitivement les jihadistes, dont l'application accumule les retards.